

Embargo : 2 décembre 2022, 20.00 heures

Les 30 ans du non à l'EEE et sa signification pour la Suisse actuelle

**Exposé présenté à l'occasion de la fête d'anniversaire
de Pro Schweiz / Pro Suisse / Pro Svizzera / Pro Svizra
2 décembre 2022, Schützenhaus Albisgüetli, Zurich**

*par Christoph Blocher, anc. conseiller fédéral et
anc. conseiller national*

La version écrite et la version orale font foi. L'orateur se réserve le droit de s'écarter fortement du manuscrit.
--

Table des matières

- I. Introduction
- II. Où tout a commencé
- III. Le Conseil fédéral perd la tête
- IV. La fine fleur de la Suisse
- V. La campagne de votation
- VI. Le dimanche de votation
- VII. Les conséquences
- VIII. La signification profonde du non à l'EEE
- IX. Quelle suite?
- X. La phrase interdite

Monsieur le Président de Pro Suisse,

Chères Combattantes et Chers Combattants pour une Suisse libre et souveraine,

Getreue, liebe Mitlandleute und
Eidgenossen aus der deutschen Schweiz,

Chers et fidèles Compatriotes et Confédérés de la Suisse romande,

Fedeli e cari compatrioti e confederati della Svizzera italiana,

Fidels e chars cumpatriots e confederats da la Svizra rumantscha,

Mesdames et Messieurs,

I. Introduction

Mesdames et Messieurs,

Il y a trente ans, soit le **6 décembre 1992, les Suissesses et les Suisses ainsi que les cantons suisses se sont prononcés contre le rattachement de leur pays à la Communauté européenne (CE) – aujourd'hui UE – en refusant l'adhésion de la Suisse à l'Accord sur l'Espace économique européen (EEE)".**

En acceptant cet accord, la Suisse se serait engagée à reprendre une partie importante du droit UE en vigueur et futur tout en renonçant à ses droits démocratiques. L'UE aurait édicté ses lois également pour la Suisse et la Cour de justice UE serait devenue le tribunal suprême de notre pays. **Les citoyennes et citoyens suisses et les cantons, qui constituent l'instance constituante et législative suprême de notre pays, auraient été écartés dans une large mesure du pouvoir politique.**

Une puissance étrangère, en l'occurrence l'UE qui s'appelait alors CE, aurait déterminé l'avenir de notre pays et imposé son droit à la Suisse. **Le droit UE aurait primé le droit suisse.**

L'UE aurait exercé le pouvoir en Suisse comme les Britanniques dominaient autrefois l'Inde, les Belges le Congo ou encore les Allemands la Namibie.

Le Conseil fédéral s'est évidemment abstenu de dire que l'EEE était en **traité de type colonial**, mais il en était conscient. Preuve en est le passage suivant du message sur l'adhésion de la Suisse à l'EEE:

"Notre participation à l'EEE ne peut plus être considérée comme le dernier mot de notre politique d'intégration. Elle s'inscrit dans notre stratégie européenne en deux temps dont l'objectif est l'adhésion pleine et entière de la Suisse à la CE."¹

Voilà pourquoi **le Conseil fédéral a décidé de déposer une demande d'adhésion à l'UE avant la votation sur l'adhésion à l'EEE.**

Du coup, la votation populaire sur l'adhésion à l'EEE était donc aussi **une votation populaire sur l'adhésion à l'UE.**

Non seulement le Conseil fédéral, mais toute la classe politique soutenait à l'époque cet abandon de la liberté et de la souveraineté suisses en invitant le peuple helvétique à approuver l'accord EEE.

Mais fort heureusement les choses ne se sont pas passées ainsi.

Après une campagne de votation agitée, les citoyennes et citoyens suisses ont dit non le 6 décembre 1992 à l'adhésion de la Suisse à l'EEE/UE, donc non à ce traité colonial et oui à la sauvegarde de la liberté et de l'indépendance suisses, avec une participation exceptionnellement élevée de 78,7%.

¹ Message relatif à l'approbation de l'accord sur l'Espace économique européen du 18 mai 1992, p. 59.

Il s'agissait sans conteste, également du point de vue actuel, **de la votation la plus importante de tout le 20^{ème} siècle.**

Voilà pourquoi, Mesdames et Messieurs, nous fêtons aujourd'hui un anniversaire, **les 30 ans de la renaissance d'une Suisse que l'on croyait presque perdue à l'époque.**

II. Où tout a commencé

Mesdames et Messieurs, comment est-il possible que toute la classe politique se soit à tel point fourvoyée à l'époque?

Tentons de donner une réponse à cette question.

Après la **chute du Mur de Berlin en 1989**, donc après la fin de la Guerre froide, presque tous les leaders de notre pays ont perdu la tête. Il croyait à une paix éternelle, que plus jamais il n'y aurait de guerre, **que les frontières étaient donc inutiles.** Ce raisonnement pubertaire a provoqué l'égarement complet de la classe politique suisse. **L'ambiance était euphorique, mais complètement à côté de la réalité.** Voilà qui explique pourquoi le Conseil fédéral, le Parlement et toute la classe politique entendaient abandonner à la légère notre pays. L'esprit du temps le voulait ainsi. Et c'est toujours la même chose dans ces situations: **il est difficile, surtout pour la classe politique, de s'opposer à l'esprit du temps.**

En janvier 1992, à peine les grandes lignes de l'accord étaient-elles connues, je fus le prêcheur solitaire dans le désert à l'occasion du congrès de l'Albisgüetli, la traditionnelle assemblée de l'UDC du canton de Zurich:

"Nous ne nous sommes pas battus durant 700 ans contre des juges étrangers pour à nouveau échanger aujourd'hui notre liberté contre un droit étranger et des juges étrangers. Nous n'acceptons pas de perdre autant de souveraineté, de droits démocratiques et d'autodétermination."

J'ai aussi mis en garde à cette occasion tous les autres défenseurs de la Suisse qu'ils allaient se faire dénigrer, couvrir de boue et discréditer durant la campagne de votation. A titre de consolation et pour les encourager je leur ai rappelé cette phrase de Frédéric le Grand: **"Quand on est entouré de beaucoup de singes, on se fait forcément mordre souvent."**²

L'UDC du canton de Zurich a supporté ces morsures: le 3 juillet 1992 elle a adopté, nonobstant le plaidoyer enflammé pro-EEE du professeur Franz Blankart, alors négociateur responsable de la Suisse à Bruxelles, le mot d'ordre de refuser l'adhésion à l'EEE/UE. Elle était le premier parti de Suisse à prendre position. La décision est tombée par 435 voix contre 14 dans cette même salle de l'Albisgüetli.

² „Der Zürcher Bote“ no 5, 31.1.1992, p. 1.

Cette décision a provoqué un choc au sein de la classe politique. Après la votation, des politologues ont qualifié la décision de l'UDC Zurich comme jalon essentiel sur la voie vers le refus de l'accord EEE. Donc tout a commencé dans cette salle. **La maison du tir de l'Albisgüetli est pour ainsi dire le nouveau Rütli de la Suisse actuelle.**

III. Le Conseil fédéral perd la tête

Mais la question demeure: comment en sommes-nous arrivés là? Je n'ai jamais compris pourquoi les partisans de l'UE refusaient aussi obstinément de voir la réalité en face. Durant bien des nuits avant la votation populaire, j'ai tenté d'excuser par une citation de la Bible un Conseil fédéral complètement égaré: **"Seigneur, pardonne-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font!"**

Mais aujourd'hui nous en savons beaucoup plus, car **les procès-verbaux confidentiels des séances du Conseil fédéral de 1991 sont désormais accessibles**.³ Nous savons donc aujourd'hui ce que pensaient et ce que disaient à l'époque les conseillers fédéraux derrière les portes closes. **Et ces conseillers fédéraux savaient très bien ce qu'ils faisaient!"**

On y lit en effet noir sur blanc ce qui suit:

Arnold Koller (CVP), ministre de la justice, s'est plaint de ce que "la Suisse était acculée par Bruxelles". Il a évoqué une **"situation désastreuse"** et relevé que le public avait l'impression que **la Suisse "se laissait débiter par tranches"**.

Kaspar Villiger (FDP), ministre de la défense, a déclaré que **les propositions de la CE étaient "indignes" de la Suisse**. Il a vu la Suisse **"sur la voie d'un pays colonisé avec un statut d'autonomie"**. L'EEE, a-t-il affirmé, **ne peut servir de solution durable**. Et Kaspar Villiger de conclure textuellement: **"La Suisse a les moyens de faire cavalier seul et ce serait de toute manière mieux que cet EEE."**

Dans une lettre adressée à **Jean-Pascal Delamuraz** (FDP), ministre de l'économie et principal défenseur de l'accord EEE, le **conseiller fédéral Flavio Cotti, ministre de l'intérieur** et président de la Confédération en 1991, a noté ce qui suit: **"Il faut bien admettre que ces négociations sont une suite ininterrompue de déceptions."** Et de **se demander s'il ne valait pas mieux rompre les négociations.**

Otto Stich (SP), ministre des finances et connu pour son scepticisme, a relevé qu'un **"mauvais contrat ne pouvait jamais être considéré comme un pas dans la bonne direction"**. Et d'ajouter que l'accord EEE risquait de **"satelliser la Suisse"**.

³ Documents diplomatiques de la Suisse 1991, responsable scientifique: Satche Zala; responsable de la rédaction: Thomas Bürgisser, Berne 2022.

Conclusion: **au moins quatre des sept conseillers fédéraux ont vu clair et ont rejeté sans ambages l'accord EEE.**

Puis l'incroyable s'est produit: **malgré ces évaluations internes désastreuses de l'accord EEE**, les conseillers fédéraux ont décidé l'inverse. Voici ce qu'on peut lire à ce propos dans le procès-verbal de la même séance du Conseil fédéral:

"Après une nouvelle discussion générale, le Conseil fédéral décide par consensus, mais sans vote, de dire oui à l'EEE et de mandater Messieurs Delamuraz et Felber d'annoncer officiellement que le Conseil fédéral visait l'adhésion de la Suisse à l'EEE."⁴

Et ce même Conseil fédéral s'est ensuite présenté devant le peuple pour l'inviter à approuver un accord – jugé par lui-même de désastreux – comme la meilleure des solutions, comme l'œuf de Collomb, comme la délivrance de tous les maux. Et pourquoi cette volte-face absurde? C'est très simple. On avait peur de heurter – de heurter l'UE et l'esprit du temps. Ou pour dire les choses encore plus simplement: ils avaient la trouille! Dire non demande plus de courage que de dire oui.

IV. La fine fleur du pays

L'esprit du temps était sur une voie fatale en 1992. La fine fleur du pays s'est précipitée sur cette voie qui aurait conduit au désastre.

Mais douze mois avant la votation, les sondages annonçaient un **taux d'acceptation de l'accord EEE de 80%**.

Nous autres patriotes sincères, nous étions désespérés. Devions-nous nous battre malgré tout? Toute la classe politique prédisait pauvreté et déclin de la Suisse en cas de refus de l'EEE. Ces milieux disposaient de tous les instruments permettant de mener une campagne de votation efficace et, surtout, de beaucoup, beaucoup d'argent.

La situation paraissait désespérée. Mais nous nous sommes tout de même lancés dans la bataille. **Si déjà la Suisse s'apprêtait à faire une bêtise capitale, les tenants du bon sens ne devaient pas abandonner le terrain sans se battre.** Voilà la devise modeste qui était la nôtre au début de la campagne.

Et nous doutions jusqu'au dernier jour avant la votation de ce que la Suisse aurait encore la force de se maintenir sur la voie qui a fait ses preuves.

⁴ Marc Tribelhorn: „Es ist der Eindruck entstanden, dass sich die Schweiz tranchenweise abschlachten lässt“ (L'impression a prévalu que la Suisse se laissait débiter par tranches), dans: NZZ online, 3.1.2022. – Armin Müller: „Wir bewegen uns auf dem Weg eines Kolonialstaates“ (Nous sommes sur la voie vers un pays colonisé), dans: „Sonntagszeitung“, 9.1.2022, p. 16.

V. La campagne de votation

L'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN) s'est lancée très tôt dans la bataille. Grâce à cette organisation, les adversaires de l'EEE pouvaient prendre position de manière précoce sans se préoccuper des partis politiques et des associations. C'est précisément pour cela que nous voulions demeurer une organisation interpartis.

Nous disposions heureusement dans cette campagne de votation de quelques formidables compagnons de lutte.

Otto Fischer, ancien directeur de l'Union suisse des arts et métiers et ancien conseiller national radical, agissait alors comme administrateur bénévole de l'ASIN. Il a apporté une **contribution essentielle** à notre campagne, bien qu'il souffrît à l'époque déjà de problèmes cardiaques. Il ne pouvait dormir que debout. Les médecins l'exhortaient à se faire opérer dans les plus brefs délais. Sa réponse: **"Je n'ai pas le temps maintenant. Nous devons d'abord sauver la Suisse."** Otto Fischer a encore assisté à notre victoire, mais il est décédé peu après.

Aujourd'hui, en cette journée mémorable, **nous voulons nous souvenir avec gratitude de ce grand combattant pour une Suisse libre et indépendante. Je vous prie de vous lever en l'honneur d'Otto Fischer.**

Je vous remercie.

L'entrepreneur argovien Otto Suhner a fondé un comité de chefs d'entreprises. A nos côtés se battaient également des propriétaires d'entreprises indépendantes comme **Alexander Baumann** de la société Rausch, **Carl Elsener** de Victorinox ainsi que **Charles Vögele** et **Walter Reist**.

Nous étions heureux lorsque **Walter Frey, alors conseiller national**, a fondé un comité supplémentaire contre l'adhésion à l'EEE. Se battant de manière plus fine et en usant d'un langage plus distingué, ce comité a également été un soutien précieux à notre cause. Un grand merci!

Je me souviens de la lettre d'une **vieille dame** qui nous a écrit qu'elle avait fait paraître pour 20 francs une petite annonce contre l'EEE, qu'elle n'avait pas les moyens d'en faire plus, mais qu'elle le faisait de bon cœur. Nous tenons également à remercier chaleureusement cette dame et les milliers d'autres citoyennes et citoyens qui nous ont soutenus.

J'ai présenté personnellement jusqu'au 6 décembre 1992 plus de 200 exposés contre l'adhésion à l'EEE. Au début, j'intervenais dans des petites salles devant 20 à 30 personnes. Les médias brillaient toujours par leur absence. Avec le temps, d'autres conférenciers sont intervenus et de plus en plus de citoyennes et de citoyens ont compris l'impossibilité de l'accord EEE. **Nous avons réussi à "dribbler" les médias** en disant la vérité directement à la population.

Durant les dernières semaines avant la votation, les salles affichaient complet, parfois avec quelque 2000 personnes présentes. La Suisse alémanique, elle au moins, était bien couverte. La mobilisation était exceptionnelle.

VI. Le dimanche de la votation

Enfin, le soir du **6 décembre 1992**, le résultat fut définitif. **Près de 80% des Suissesses et des Suisses avaient participé à la votation.** Une faible majorité de 50,3% et les deux tiers des cantons, soit tous les cantons alémaniques sauf les deux Bâle, et le Tessin ont rejeté le traité EEE. Comme malheureusement aucun élu politique romand ne s'est lancé dans la bataille à nos côtés, la Suisse romande était perdue pour nous.

Ce qui compte cependant, c'est que la Suisse dans son ensemble a eu la force de choisir l'indépendance, la liberté et les droits du peuple.

VII. Les conséquences

Malheureusement, ce dimanche de votation a eu **une conséquence tragique: jamais le Conseil fédéral, le Parlement et l'administration fédérale n'ont réellement reconnu le résultat du scrutin.** Le Conseil fédéral a même parlé d'un "dimanche noir".⁵

Cette situation tragique existe encore aujourd'hui, en ce 30ème anniversaire de la renaissance suisse, et elle persistera malheureusement à l'avenir.

Les errances de la classe politique se sont poursuivies. Le Conseil fédéral et la majorité du Parlement ont maintenu ouvertement pendant vingt ans, puis en secret **leur objectif d'adhésion à l'UE, allant même jusqu'à accepter un mandat de négociation secret sur un accord-cadre institutionnel qui, comme l'EEE, aurait fait de la Suisse une colonie de l'UE.**

Friedrich Schiller le savait il y a longtemps: "**Das eben ist der Fluch der bösen Tat, dass sie, fortzeugend, immer Böses muss gebären**" (voilà justement la malédiction de la mauvaise action qui sans cesse doit reproduire du mauvais).⁶

Des accords bilatéraux ont été négociés au détriment de la Suisse. Le peuple et les cantons ont voulu corriger les graves défauts de la libre circulation des personnes **en acceptant clairement le 9 février 2014 l'initiative contre l'immigration de masse.**

⁵ Jean-Pascal Delamuraz, conseiller fédéral, lors de la conférence de presse du Conseil fédéral du 6 décembre 1992, <https://www.rts.ch/archives/tv/information/tj-midi/3440753-un-dimanche-noir.html>

⁶ Friedrich Schiller, Wallenstein (trilogie), écrit en 1796–1799; première impression 1800. Die Piccolomini, cinquième acte, première scène, Octavio

Mais le Conseil fédéral et le Parlement ont poursuivi sur leur voie aussi désastreuse qu'antidémocratique. **Ils refusent jusqu'à ce jour d'appliquer la disposition constitutionnelle approuvée par le peuple. Les graves dysfonctionnements provoqués par l'immigration persistent donc. Ce refus d'obéir au peuple est non seulement anti-suisse et anti-démocratique, mais il constitue aussi un mépris de l'Etat de droit. "Quo vadis, Confoederatio Helvetica?"**

VIII. La signification profonde du non à l'EEE

Quelle est la signification du non à l'EEE/UE pour la Suisse actuelle?

1. Aucun des **scénarios de fin du monde** et aucun des **pronostics économiques désastreux** annoncés avant la votation sur l'EEE **par la classe politique** pour une Suisse faisant "cavalier seul" **ne se sont vérifiés**. Bien au contraire.
2. La Suisse ne s'est pas appauvrie, mais elle s'est au contraire épanouie. En comparaison avec d'autres pays, la Suisse se porte mieux ou, du moins, elle ne se porte certainement pas plus mal – en termes d'économie, de vie sociale, de qualité de vie et de paix.⁷ Les partisans de l'UE étaient des prévisionnistes économiques lamentables. (Le paysan qui a adopté le dicton suivant comme prévision conjoncturelle est plus près de la réalité: "**Celui qui vole des choux en été, aura de la choucroute en hiver!**")
3. **Bien que pauvre en richesses naturelles, mais précisément à cause de sa non-appartenance à l'UE, la Suisse est devenue un des pays les plus riches du monde.**
4. **Malheureusement sa force économique est entravée par l'accord de libre circulation des personnes et par une politique d'asile laxiste.**
5. Enfin, Mesdames et Messieurs, l'élément central: **sans le oui du 6 décembre 1992 à l'indépendance de la Suisse, notre pays serait aujourd'hui membre de l'UE. Voilà pourquoi le 6 décembre est un jour de fête, la fête de la renaissance de la Suisse. La Suisse a été sauvée des griffes d'une classe politique totalement égarée.**

⁷ Classement de la Commission UE: La Suisse est plus novatrice que les 27 Etats UE, Radio-Télévision Suisse alémanique SRF, 22.6.2021, <https://www.srf.ch/news/wirtschaft/rangliste-der-eu-kommission-schweiz-ist-innovativer-als-alle-27-eu-staaten>

IX. Quelle suite?

Le non du 6 décembre 1992 à l'EEE/UE a fortement marqué l'opinion publique:

1. **L'opposition de la population à une adhésion à l'UE s'est renforcée par rapport à 1992:** selon une enquête de l'EPF, 84% des Suissesses et des Suisses refusent l'adhésion de leur pays à l'UE.⁸ Même la radio-télévision suisse alémanique a dû l'admettre récemment. Je cite: "**Adhésion? Non merci! Les jeunes boudent l'UE**".⁹
2. Cédant aux pressions de l'opinion publique, **les deux chambres fédérales ont approuvé le 10 décembre 2013 la motion "Positions stratégiques concernant les relations entre la Suisse et l'Union européenne"** avec l'aval du Conseil fédéral. L'énoncé de cette motion est clair:
 - a. **La Suisse est un Etat indépendant qui ne souhaite pas adhérer à l'UE, ni pas des voies directes, ni pas des voies indirectes.**
 - b. **La Suisse entretient avec l'UE des relations contractuelles, en particulier pour faciliter l'accès réciproque aux marchés. Mais la Suisse n'est pas membre du marché intérieur européen et n'a pas l'intention de le devenir.**
 - c. **La Suisse ne conclura aucun accord susceptible de restreindre sa souveraineté du point de vue juridique ou politique. En particulier, elle ne peut pas s'engager, ni ne s'engagera, à reprendre automatiquement le droit européen, que ce soit dans le cadre des accords bilatéraux en vigueur ou de futurs accords; de même, elle ne se soumettra pas à la juridiction de l'UE ou à celle de l'EEE.**¹⁰

Mais il fallait être naïf pour ne pas comprendre que **ces belles déclarations n'étaient et ne sont que purs simulacres**. Le but était de rassurer la population en vue du projet d'accord-cadre institutionnel. Cela dit, pourquoi aucun journaliste ne rappelle aujourd'hui ces déclarations d'intention parfaitement claires? Les médias sont-ils donc complices de ces milieux trompeurs et malhonnêtes?

⁸ Sicherheit 2022, Aussen-, Sicherheits- und Verteidigungspolitische Meinungsbildung im Trend (formation des opinions en politique extérieure, de sécurité et de défense), éd. Tibor Szvircsev Tresch et Andreas Wenger, Académie militaire (MILAK) de l'EPF Zurich, p. 24.

⁹ Oliver Washington: 30 Jahre EWR: Beitritt? Nein danke! – Junge zeigen EU die kalte Schulter (30 ans après le vote sur l'EEE: Adhésion? Non merci! Les jeunes boudent l'UE), SRF, 23.9.2022, <https://www.srf.ch/news/schweiz/30-jahre-ewr-nein-beitritt-nein-danke-junge-zeigen-eu-die-kalte-schulter>

¹⁰ Motion 13.4117 du groupe de l'Union démocratique du centre, 10.12.2013

3. A la suite de la motion de 2014, **la demande d'adhésion déposée 22 ans auparavant a été retirée**¹¹, ce que le Conseil fédéral a communiqué à l'UE. Au moins ça!

Nonobstant ces décisions du Parlement, l'administration, le Conseil fédéral et les milieux parlementaires ont poursuivi discrètement le projet de rattachement institutionnel à l'UE via un contrat-cadre, le fameux accord-cadre institutionnel – avec toujours les mêmes conséquences désastreuses pour la Suisse: du droit étranger et des juges étrangers. Une fois de plus, la Suisse aurait été contrainte d'accepter un traité de type colonial qui, tôt au tard, l'aurait conduit de l'état de pays colonisé à celui de membre de l'UE. Mais depuis le 6 décembre 1992, les convictions de la classe politique ont commencé à s'effriter.

4. **Voilà qui explique l'heureux événement du 26 mai 2021: le Conseil fédéral a fini par être convaincu que cet accord bourré de défauts aurait échoué lors d'une votation populaire si bien qu'il a décidé de refuser le projet d'accord-cadre avec l'UE et de l'annoncer à Bruxelles.**
5. Guy Parmelin, président de la Confédération en 2021, a eu la tâche d'apporter ce message à Ursula van der Leyen, présidente de l'UE. Le message ouvert et réaliste de la Suisse à l'UE était impressionnant, **mais il avait un grave défaut: le président de la Confédération n'a pas pu prononcer la phrase déterminante. Le Conseil fédéral le lui avait interdit.**

X. La phrase interdite

Après toutes les décisions prises par le peuple suisse au fil des trente années écoulées, les choses étaient pourtant claires: **nouveaux accords bilatéraux oui, mais rattachement institutionnel non, car les Suisses veulent édicter, modifier ou supprimer eux-mêmes les lois qui les régissent et parce qu'ils refusent les juges étrangers.**

Mesdames et Messieurs, l'absence de la phrase qui aurait clairement stipulé ce principe est la cause de la poursuite des négociations calamiteuses avec l'UE. Aussi longtemps qu'on n'acceptera pas cette maxime essentielle de l'Etat suisse, il n'y aura pas de solution avec l'UE.

Et le Conseil fédéral continue de s'enliser: il s'engage en faveur – je cite – d'un **"partenariat basé sur les valeurs communes et la solidarité avec l'UE"**¹². En clair, cela signifie **la reprise de sanctions décrétées par l'UE contre des Etats en guerre, donc l'abandon de la neutralité suisse, principe particulier qui a fait la preuve de son utilité dans le passé.**

¹¹ Motion 14.3219 de Lukas Reimann, 21.3.2014.

¹² La Suisse en Europe – un partenaire de premier plan, juin 2022

Notre première tâche consiste donc aujourd'hui à **sauver la traditionnelle neutralité suisse. L'initiative populaire pour la neutralité permanente, armée et globale de la Suisse est en route.** Récoltez des signatures!

Notre mandat est clair: il s'agit de mettre fin aux nouvelles errances de la classe politique. Nous nous retrouvons une fois de plus – comme il y a 30 ans – au début d'un combat pour l'indépendance, la liberté, la sécurité, la démocratie directe, le fédéralisme et la neutralité permanente.

La déclaration que j'ai faite il y a 30 ans est toujours valable: "Nous ne nous sommes pas battus durant 700 ans contre des juges étrangers pour à nouveau échanger aujourd'hui notre liberté contre un droit étranger et des juges étrangers. Nous n'acceptons pas de perdre autant de souveraineté, de droits démocratiques et d'autodétermination." ¹³

Voilà pourquoi, Mesdames et Messieurs, nous devons nous lancer dans cette nouvelle bataille pour la Suisse!

L'association "Pro Schweiz, Pro Suisse, Pro Svizzera et Pro Svizra" qui a invité à la fête d'aujourd'hui ainsi que les rares partis politiques et organisations qui restent fidèles à la Suisse doivent relever ce défi! Soutenons-les de toutes nos forces et nous atteindrons notre objectif!

- Es lebe die Schweiz!
- Vive la Suisse!
- Viva la Svizzera!
- Viva la Svizra!

¹³ „Der Zürcher Bote“, no 5, 31.1.1992, p. 1.